



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/11/2017

Publication : 06/11/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2017.10/12

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 30 octobre 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	28
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **4 novembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **30 octobre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 23 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY**, Juliette **LOZACH**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Corinne **LEVILLAIN**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Martine **LESAUVAGE**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 30 octobre 2017

2017.10/12

MARCHES PUBLICS – ENERGIE – FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE – ACCORD CADRE – MARCHE SUBSEQUENT N°1 – AVENANT N°1 - SIGNATURE – AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire.– Depuis le 1er janvier 2016, les tarifs réglementés de fourniture d'électricité ont disparu.

Un groupement de commandes de 23 membres, comprenant la ville du Havre et dont la Communauté d'agglomération havraise (CODAH) est le mandataire, a été formé pour répondre à ce besoin.

Un appel d'offres a ainsi été lancé pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et services associés pour une durée ferme de quatre ans.

La consultation a donné lieu à un accord-cadre multi-attributaires (trois), conclu sans montant minimum ni montant maximum.

A l'issue de la procédure, la commission d'appel d'offres (CAO) de la CODAH, réunie le 10 septembre 2015, a désigné les attributaires de cet accord-cadre.

Cet accord-cadre a donné lieu à un marché subséquent par lot, soit trois marchés subséquents conclus pour une durée de deux ans avec la société ENGIE.

La France est soumise à une problématique de sécurité d'approvisionnement électrique liée à des pointes de consommation résultant de changements de températures.

Afin d'apporter une réponse à cette problématique, les articles L.335-1 et suivants du code de l'énergie et le décret n°2012-1405 du 14 décembre 2012 ont instauré un mécanisme d'obligation de capacité visant à réduire la pointe électrique et garantir la sécurité d'approvisionnement de la France.

Ce mécanisme, effectif en France depuis le 1^{er} janvier 2017, impose aux fournisseurs d'électricité de justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de leurs clients au moment des périodes de pointe de la demande électrique, en les obligeant à se procurer des garanties de capacités auprès de producteurs d'électricité ou d'opérateurs d'effacement.

Les parties se sont donc rapprochées afin de conclure le présent avenant visant à acter une révision de la facturation à compter de cette date d'entrée en vigueur, ce qui représente pour la Ville de Montivilliers, une incidence financière de 3.800 €

Le présent avenant a alors pour objet de prévoir les modalités de calcul des coûts liés à la mise en place du mécanisme d'obligation de capacité qui doivent être répercutés sur le prix du marché à partir du 1^{er} janvier 2017, en application des règles figurant dans l'arrêté du 29 novembre 2016.

Compte-tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

VU le code de l'énergie et notamment son article L.335-1 et suivants ;

VU le décret n°2012-1405 du 14 décembre 2012 relatif à la contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement en électricité et portant création d'un mécanisme d'obligation de capacité dans le secteur de l'électricité ;

VU la convention de groupement de commandes ayant pour objet la passation de l'accord-cadre et des marchés subséquents portant sur la fourniture d'électricité ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 12 octobre 2015 autorisant l'attribution et la signature de l'accord-cadre et du marché subséquent n°1 pour chacun des trois lots concernant la fourniture et l'acheminement d'électricité et services associés ;

CONSIDERANT :

- que, depuis le 1^{er} janvier 2016, les acheteurs d'énergie électrique doivent se fournir avec des contrats en offre de marché avec un fournisseur issu de procédures de consultation ;
- qu'un groupement de commandes de 23 membres avait été constitué en octobre 2014 afin de grouper la fourniture d'électricité ;
- que la commission d'appel d'offres (CAO) de la CODAH, mandataire du groupement de commandes, lors de sa séance du 10 septembre 2015, avait décidé d'attribuer l'accord-cadre de fourniture et d'acheminement d'électricité et services associés ;
- que la délibération du conseil municipal en date du 12 octobre 2015 autorisait l'attribution et la signature de l'accord-cadre et du marché subséquent n°1 pour chacun des deux lots concernant la fourniture et l'acheminement d'électricité et services associés ;
- que les articles L.335-1 et suivants du code de l'énergie, ainsi que le décret n°2012-1405 du 14 décembre 2012 ont instauré un mécanisme d'obligation de capacité visant à réduire la pointe électrique et garantir la sécurité d'approvisionnement de la France ;
- que ce mécanisme, effectif en France depuis le 1^{er} janvier 2017, impose aux fournisseurs d'électricité de justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de leurs clients au moment des périodes de pointe de la demande électrique, en les obligeant à se procurer des garanties de capacités auprès de producteurs d'électricité ou d'opérateurs d'effacement ;
- la nécessité d'acter par voie d'avenant les modalités de calcul des coûts liés à la mise en place du mécanisme d'obligation de capacité qui doivent être répercutés sur le prix du marché à compter du 1^{er} janvier 2017, en application des règles figurant dans l'arrêté du 29 novembre 2016.

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré

DECIDE :

- **d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 au marché subséquent n°1 issu de l'accord-cadre pour chacun des deux lots.**

Imputations budgétaires :

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits ouverts aux diverses sous-fonctions d'investissement et de fonctionnement du budget primitif de l'exercice 2017

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Maire